

## **Point d'actualités Coronavirus – Afrique de l'Ouest (18/05)**

*FAM d'après informations CAA zone Côte d'Ivoire*

### **Contexte général**

#### **Situation de l'épidémie au 15 mai : Nombre de cas (Nombre de décès)**

Burkina Fasso : 773 (51)

Côte d'Ivoire : 1971 (24)

Cap Vert : 315 (2)

Guinée : 2473 (15)

Gambie : 23 (1)

Guinée Bissau : 913 (3)

Libéria : 215 (20)

Mali : 779 (46)

Mauritanie : 20 (2)

Sénégal : 2189 (23)

Sierra Leone : 408 (26)

**La plupart des pays de la sous-région qui avaient pris des mesures sanitaires précocement les allègent :**

Ainsi :

- **La Côte d'Ivoire** à l'issue d'une réunion extraordinaire du Conseil national de sécurité (CNS), le 14 mai, a levé ou **assouplit la plupart des mesures** visant à contenir la propagation de l'épidémie de COVID-19. La levée du couvre-feu et la réouverture des restaurant et maquis ont notamment été annoncée ; **les restrictions de circulation entre le grand Abidjan et le reste du pays sont maintenue** ainsi que la fermeture des lieux de spectacle et établissements de nuit.
- **Le Sénégal autorise à nouveau l'ouverture des lieux de culte;**
- **En revanche certain pays** (Libéria, Sierra Leone et Guinée Bissau) **prennent tardivement des mesures restrictives pour endiguer la propagation du virus.**

### **Problématiques spécifiques à certaines filières (difficulté d'appro, d'écoulement, de gestion de co-produits ...)**

**Guinée Bissau : L'Etat finance la campagne de commercialisation de l'anacarde retardé par la pandémie à hauteur de 22,9 M EUR**

Le gouvernement de Guinée-Bissau est parvenu à un accord avec cinq banques commerciales pour assurer le financement de la campagne de commercialisation des noix de cajou en 2020. Le gouvernement mettra 3 Mds FCFA (4,8 M EUR) à disposition de chacun de ces établissements bancaires, remboursable dans un délai de neuf mois et assorti d'un taux d'intérêt de 2%, pour financer l'achat des noix de cajou par les opérateurs. La noix de cajou

est la première source de devises du pays (88,4% des exportations totales en 2018). Près de 80% de la population bissau-guinéenne est dépendante des revenus générés par la noix de cajou. La campagne de commercialisation de ce produit agricole se déroule habituellement d'avril à septembre, mais la pandémie de COVID-19 et la proclamation de l'Etat d'urgence jusqu'au 11 mai ont retardé l'ouverture officielle de la campagne cette année. Elle devrait intervenir dans les prochaines semaines. Dans un contexte difficile, le prix de référence de la noix de cajou a été fixé à FCFA 375 le kilo et les taxes sur l'exportation de noix de cajou brute ont été réduites.

### **Mesures spécifiques secteur agricole et alimentaire**

#### **Guinée : Une hausse des prix constatée sur les marchés des produits de première**

**nécessité :** Malgré l'annonce par la Primature le 4 avril du gel des prix de ces derniers alors que le Ministre du Commerce a annoncé il y a environ 3 semaines la publication d'un décret en ce sens.

### **Mesures Pêche**

#### **Mauritanie : le secteur de la Pêche particulièrement touché par les effets de la pandémie :**

La moitié des volumes de poisson débarquée en Mauritanie sont transformées en farine destinées aux élevages aquacole chinois et aux élevages de saumon d'Europe du nord. Ces débouchés se sont réduits du fait du ralentissement économique lié à la pandémie.

#### **La Guinée va devoir importer près de 3 000 tonnes de poissons au 2ème trimestre**

En raison des répercussions de la crise du COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement en produits halieutiques, le département des pêches estime que le stock total de poissons en Guinée sur la période allant du 1er mai au 30 septembre 2020 (toutes pêches et importations comprises) devrait être de 91 793 tonnes, contre un besoin national de consommation calculé à 94 650 tonnes, soit un manque de 2 857 tonnes. Pour combler ce vide, le ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Économie maritime souhaite importer la quantité manquante grâce à un accord de principe obtenu du ministre des Pêches de la Mauritanie.

### **Mesures transversales de soutien à l'économie**

#### **UMOA : Bien accueillis par le marché ces « bons COVID-19 » on permit de levé 1,8 Md EUR en trois semaines, dont 45,6% par la Côte d'Ivoire, les des taux d'intérêt obtenus sont relativement intéressants pour les Etats**

La première émission de « Bons Covid-19 » a été réalisée le 27 avril 2020, suivie de 9 autres jusqu'à la date du 14 mai 2020. Ainsi, en trois semaines, les Etats de l'UEMOA ont mobilisé au total 1 172 Mds FCFA (1,8 Md EUR), à travers les Bons Covid-19. La Côte d'Ivoire arrive en tête avec 535 Mds FCFA, 45,6% des ressources levées, suivie par le Bénin (11,3%) et le Niger (9,4%). Toutefois, il convient de noter que la Côte d'Ivoire a réalisé 3 émissions au cours de la période sous revue, tandis que les autres États n'ont réalisé qu'une émission de bons Covid-19 chacun.

Les bons COVID-19 ont été très bien accueillis par le marché puisque, sur la période, ils ont tous été sur-souscrits : les taux de souscription variant entre 207% et 520%. En outre, les taux d'intérêt ont été relativement plus avantageux pour les États : compris entre 2,76% et 3,52%.

## Autres

### **SAHEL : 23,6 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire au Sahel selon l'OCHA :**

Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a publié cette semaine un rapport sur les besoins humanitaires et financiers dans la région du Sahel. Le rapport révèle une escalade de la violence dans les zones de conflit, des besoins sanitaires et alimentaires croissants et une augmentation préoccupante du nombre de déplacés internes dans les pays sahéliens (Tchad et Nigéria inclus, soit 120 millions d'habitant au total dans la région étudiée). En effet, 6,9 millions de personnes sont actuellement aux prises de déplacements forcés, dont presque 4,5 millions d'entre elles sont des déplacés dans leur propre pays ou des réfugiés – soit un million de plus qu'en 2018. Par ailleurs, 13 millions de personnes pourraient être confrontées à un manque critique de nourriture d'ici la fin de l'année 2020. Selon le rapport, la malnutrition dans les zones de conflit risque de se détériorer rapidement et 1,6 million d'enfants âgés de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë sévère. Au total en 2020, 23,6 millions de personnes auront ainsi besoin d'assistance humanitaire et de protection. Il s'agit du nombre le plus élevé jamais enregistré par l'institution internationale. **Sans prendre en considération les effets de la pandémie de COVID-19, les besoins financiers pour faire face à cette crise sont estimés à 2,8 Mds USD. La crise sanitaire liée au coronavirus pourrait aggraver la situation. Les besoins pour faire face à la pandémie sont estimés à 638 M USD.**

**Le 15/05/2020**

**Jean-Pierre CHOMIENNE**